



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction de la citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

**Arrêté n° 53DCBPEF-2026-010 en date du 27 janvier 2026**

**fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, autorisant le directeur de la société Saica Pack Laval à poursuivre l'exploitation de l'activité de l'établissement implanté 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval (53000), à augmenter sa capacité de production et à construire un nouveau bâtiment de stockage de produits finis et de palettes.**

La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne le 3 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 autorisant Monsieur le directeur de la société Saica Pack Laval à poursuivre l'exploitation de l'activité de l'établissement implanté 47-49 rue Étienne Lenoir à Laval, à augmenter sa capacité de production et à construire un nouveau bâtiment de stockage de produits finis et de palettes ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant de la société SAICA PACK LAVAL au profit de la société SAICA PACK FRANCE en date du 12 avril 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012229-007 du 14 août 2012 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2019 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2026 régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°53DCBEPF-2025-129 du 3 septembre 2025 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement relative à l'augmentation des capacités de production de cartons et de la consommation d'encre flexographiques par la société SAICA PACK FRANCE sur la commune de Laval ;

Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 4 septembre 2025 relatif à l'augmentation des capacités de production de cartons et de consommations d'encre flexographiques et de colles vinyliques ;

Vu le courriel en date du 11 septembre 2025 de l'inspection des installations classées transmettant le projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, lui laissant un délai de quinze jours pour présenter ses observations ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 25 septembre 2025 sur le projet

d'arrêté préfectoral ;

Vu le rapport et les propositions de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, inspection des installations classées, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2025 ;

Considérant que les activités de la société SAICA PACK FRANCE sont dûment autorisées via l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié susvisé ;

Considérant que le projet, présenté dans le dossier de porter à connaissance déposé le 4 septembre 2025 consiste à remplacer deux installations d'impression reprographique par deux installations plus performantes, avec une augmentation de la consommation d'encre (passant de 156 à 400 kg/j) ;

Considérant que ce projet constitue également une augmentation de la consommation d'encre vinyliques, passant à 120 kg par jour pour 96 kg/j autorisées actuellement par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 2009 modifié, susvisé ;

Considérant que ce projet constitue également une augmentation des capacités de transformation de carton ondulé de l'installation, passant à 365 tonnes par jour pour 294 t/j autorisées actuellement par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 2009 modifié, susvisé ;

Considérant que cette réorganisation de l'implantation des machines s'opère dans le secteur flexographique existant de l'installation, sans création de nouveau bâtiment ni de nouvelle surface imperméabilisée, au sein de la zone industrielle Les Touches à Laval ;

Considérant que la qualité des eaux usées générée par l'activité des installations du site ne sera pas modifiée ;

Considérant que le projet prévoit de maintenir l'usage d'encre à très basse teneur en solvant (moins de 10 %), de nature à limiter les rejets en composés organiques volatiles (COV) ;

Considérant que la mise en œuvre d'une installation de réutilisation et de pré-traitement des eaux usées encrées permet de réduire les impacts associés au fonctionnement des installations ;

Considérant que le projet permet une diminution de la consommation en eau potable des installations ;

Considérant que le projet permet une diminution du débit journalier en eaux usées traitées rejetées dans le réseau d'assainissement collectif ;

Considérant que le dossier présente ainsi les éléments permettant de justifier du caractère non substantiel des évolutions projetées en termes d'impact et de danger par rapport aux installations autorisées ;

Considérant, par conséquent, que les demandes de modification des conditions d'exploitation en date du 4 septembre 2025 ne sont pas de nature à augmenter les impacts et dangers associés à l'exploitation des installations et qu'elles ne sont pas jugées substantielles ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que les éléments du patrimoine archéologique ;

Considérant que le projet ne nécessite pas une présentation obligatoire devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, conformément aux dispositions de l'article R. 181-39 du code de l'environnement ;

Considérant que par son courriel du 25 septembre 2025, le pétitionnaire a indiqué, dans le délai qui lui était imparti, avoir des observations relatives au projet d'arrêté qui lui a été soumis dans le cadre de la phase contradictoire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## ARRETE :

### **ARTICLE 1 : désignation de l'exploitant**

La société SAICA PACK FRANCE (site de Laval - n ° SIRET : 63203998800159), dont le siège social est situé 15 avenue Léonard de Vinci – Europarc – 33608 PESSAC Cedex, est autorisée à poursuivre son activité de production de cartons située 47-49 rue Etienne Lenoir sur la commune de Laval, sous réserve de respecter les dispositions complémentaires du présent arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 2 : abrogations**

Les prescriptions définies au sein des arrêtés préfectoraux complémentaires du 14 août 2012, du 18 décembre 2019 et du 31 janvier 2022 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau**

Les dispositions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Nomenclature ICPE :

*La liste des installations classées dans la nomenclature visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement est présentée dans le tableau ci-dessous.*

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Nature de l'installation et volume</b>	<b>Régime</b>
2450-A-a	<i>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/jour</i>	<i>Quantité totale de produits consommés : 800 kg/j, soit 400 kg/j (utilisation d'encre contenant moins 10 % de solvants organiques)</i>	<i>Autorisation</i>
2445-1	<i>Transformation du carton, la capacité de production étant supérieure à 20 tonnes par jour</i>	<i>365 t/j</i>	<i>Enregistrement</i>
2940-2-a	<i>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour</i>	<i>Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre : 240 kg/j soit 120 kg/j (utilisation de colles contenant moins 10 % de solvants organiques)</i>	<i>Enregistrement</i>
1530-2	<i>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant compris entre 1 000 et 20 000 m<sup>3</sup></i>	<i>13 092 m<sup>3</sup> (Bobines de papier, cartons en plaques, produits finis, déchets de carton, formes)</i>	<i>Déclaration</i>

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Nature de l'installation et volume</b>	<b>Régime</b>
1532-2-b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	2 650 m <sup>3</sup> (Palettes et plateaux bois)	Déclaration
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	3,8 MW	Déclaration
1414-3	Installation de distribution de Gaz de Pétrole Liquéfié 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Deux postes	Déclaration
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	6,4 t	Déclaration

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

#### Statut SEVESO :

L'établissement ne relève ni du statut « seuil haut » ni du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement. L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc définies à l'article R. 511-11 du code de l'environnement calculées avec les seuils bas/les seuils haut sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil bas/seuil haut.

### Statut IED :

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, l'établissement ne relève pas de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil.

### Nomenclature IOTA :

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature eau suivante (article L. 214-2 du code de l'environnement) :

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique**	Régime*
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	9 ha dont 4 ha exploité	D

\*Régime : A (autorisation), D (déclaration).

\*\*Grandeur caractéristique : éléments caractérisant les installations, ouvrages, travaux et activités visés par la nomenclature.

## **ARTICLE 4 : origine des approvisionnements en eau**

Les dispositions de l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement est alimenté en eau à partir du réseau d'eau public. La consommation en eau est limitée à 50 m<sup>3</sup>/j.

Un ou plusieurs bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eau industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Ces dispositifs doivent être adaptés aux installations utilisées dans l'établissement pour assurer la protection du réseau public.

L'exploitant veille en permanence à réduire la consommation d'eau de l'établissement et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes d'eau consommés. »

## **ARTICLE 5 : identification des rejets et localisation des points de rejets**

Les dispositions de l'article 4.3.1. de l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux pluviales de toitures et de voiries issues du site ;
2. les eaux usées issues des installations de production constituées :
  - des effluents issus de l'activité cartonnerie (eaux amidonnées)
  - des effluents issus de l'activité d'impression (eaux encrées)
3. les eaux usées domestiques ;
4. les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Article 4.3.1.1 Rejet n°1 : Eaux usées industrielles et domestiques

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées Lambert II étendu du point de raccordement vers le réseau communal	X : 370 681 m - Y : 2 347 587 m
Nature des effluents	Eaux usées issues des installations de production (eaux usées amidonnées et encrées) Eaux usées domestiques
Traitement interne appliqué	Pré-traitement des eaux usées encrées par floculation et filtration sur Big-Bags

<b>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</b>	<b>N°1</b>
Traitement externe appliqué	Traitement de l'ensemble des effluents par la station d'épuration urbaine de Laval
Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> /j)	30
Exutoire du rejet	Station d'épuration urbaine de Laval
Milieu naturel récepteur	Rivière de la Mayenne
Conditions de raccordement	Autorisation de raccordement au réseau de la ville de Laval

#### Article 4.3.1.2 Rejet n°2 : Eaux pluviales

<b>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</b>	<b>N°2</b>
Coordonnées Lambert II étendu	X : 370 674 m - Y : 2 347 586 m
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries et toitures
Traitement appliqué	Eaux pluviales de voirie traitées par un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné. Pas de traitement pour les eaux pluviales de toiture
Conditions de raccordement	Réseau d'eaux pluviales communale

### **ARTICLE 6 : caractéristiques générales des rejets**

Les dispositions de l'article 4.3.5. de l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

**Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. »**

## **ARTICLE 7 : valeurs limites d'émission et fréquence d'autosurveillance**

Les dispositions de l'article 4.3.6. de l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.6.1 – Valeurs limites d'émission

*L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.*

Référence du rejet vers la station d'épuration urbaine : N°1

Paramètres	Code SANDRE	Débit maximum en m <sup>3</sup> /j	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier en kg/j
MES	1305	30	400	12
DCO	1314		1 100	30
Hydrocarbures totaux	7009		10	0,6
Plomb et ses composés	1382		0,1	/
Cuivre et ses composés	1392		0,15	/
Chrome et ses composés	1389		0,1	/
Nickel et ses composés	1386		0,2	/
Zinc et ses composés	1383		0,8	/
Manganèse et ses composés	1394		1	/
Etain et ses composés	1380		2	/
Fer, aluminium et ses composés	7714		5	/
Nonylphénols	6598		0,025	/
Cadmium	1388		0,025	
Mercuré	1387		0,025	/

Référence du rejet vers le réseau communal : N°2

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l)
MES	1305	35
DCO	1314	125
HCT	7009	10

Article 4.3.6.2 – Fréquences et modalités d'autosurveillance

Référence du rejet vers la station d'épuration urbaine : N°1

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
pH	1302	Moyen sur 24 heures	Continue	Mensuelle
Débit	/		Hebdomadaire	
Température	1301		Continue	
MES	1305		Bimestrielle	
DCO	1314		Bimestrielle	
Hydrocarbures totaux	7009		Bimestrielle	

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Plomb et ses composés	1382		Annuelle	
Cuivre et ses composés	1392		Bimestrielle	
Chrome et ses composés	1389		Annuelle	
Nickel et ses composés	1386		Annuelle	
Zinc et ses composés	1383		Bimestrielle	
Etain et ses composés	1380		Annuelle	
Fer, aluminium et ses composés	7714		Bimestrielle	
Nonylphénols	6598		Annuelle	
Cadmium	1388		Annuelle	
Mercur	1387		Annuelle	

(1) Fréquence imposée et pouvant être révisée après avis de l'inspection des installations classées après la première année

Les mesures comparatives (contrôles externes) sont réalisées selon la fréquence suivante selon les paramètres :

- Bimestrielle pour les paramètres DCO, MES, HCT, Cu, Fe, Al et Zn ;
- annuelle pour tous les autres paramètres.

Référence du rejet vers le réseau communal : N°2

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
MES	1305	Ponctuel	Annuelle	Annuelle
DCO	1314			
HCT	7009			

#### **ARTICLE 8 : déclaration GIDAF**

Les dispositions du chapitre 4.3 du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont complétées par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.8. Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux doivent être saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement tel que le prévoit l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. »

#### **ARTICLE 9 : déclaration GEREP**

Les dispositions du chapitre 5.1 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont complétées par les dispositions suivantes :

« Article 5.1.6. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. »

#### **ARTICLE 10 : travaux par points chauds**

Les prescriptions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Les différents responsables des opérations de travaux par points chauds, qui sont nommément désignés dans le permis d'intervention appelé « permis feu », doivent être physiquement présents lors de l'exécution des travaux (y compris pour les travaux postés).



*Ainsi la surveillance de l'opération est effectuée par une personne interne ou externe à l'entreprise, formée à la première intervention dans la lutte contre l'incendie, distincte de l'opérateur réalisant les travaux par points chauds.*

*Cette disposition ne s'applique pas pour la zone dédiée de l'atelier maintenance, spécifiquement aménagée pour les interventions par points chauds. »*

#### **ARTICLE 11 : dispositions particulières applicables au bâtiment de stockage de produits finis et palettes**

Les prescriptions de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 modifié, susvisé, sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

*« La capacité de stockage maximale est 10 400 m<sup>3</sup>, répartie en 8 300 m<sup>3</sup> pour le stockage de produits finis (cartons) et de 2 100 m<sup>3</sup> pour le stockage de palette bois.*

*Le bâtiment est implanté à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété.*

*Le bâtiment est équipé d'un mur et de portes coupe feu de degré de protection 2 heures (REI 120) vis-à-vis du hall de production qui le jouxte.*

*Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :*

- les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) et présentent les caractéristiques suivantes : EI120 ;*
- l'ensemble de la structure présente les caractéristiques REI 30 ;*
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0) et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3) ;*
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées ;*
- portes intérieures EI 120 (respectivement coupe-feu de degré 2 heures) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.*

*Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs à commande CO2 permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.*

*Le bâtiment est protégé par un système de détection-extinction automatique de type sprinkler.*

*Le stockage est par ailleurs situé à plus de 15 mètres de tous les produits et installations susceptibles de produire des effets toxiques en cas d'incendie.*

*Excepté les dispositions spécifiques présentées au sein du présent article, les prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées sont applicables. »*

#### **ARTICLE 12 : diffusion**

Une copie du présent arrêté est notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la société SAICA PACK FRANCE, qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Laval pour y être consultée.

Un exemplaire sera affiché à ladite mairie, pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire de Laval et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne pendant quatre mois :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-agricoles/Autorisations>

### **ARTICLE 13 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le maire de la commune de Laval, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'aux chefs de service concernés.

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Mayenne,

**SIGNE**

Ronan LÉAUSTIC

**Délais et voies de recours en page suivante.**

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :**

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

#### **Article R. 181-51 du code de l'environnement :**

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.